

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr.
Six mois. 23 .
Un an. 44 .

L'abonnement continue sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 14 r.
Six mois. 27 .
Un an. 51 .

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bulier et C^o place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 23 JUIN 1872

BULLETIN QUOTIDIEN

La situation est toujours tendue à Versailles. Cependant, le centre droit ajourne toute interpellation. M. de Larcy maintient sa démission et il faut l'en féliciter. Le gouvernement de M. Thiers est engagé sans retour dans une voie fatale; les hommes consciencieux et clairvoyants ne peuvent l'y suivre.

L'Agence Havas dit que des négociations avec l'Allemagne continuent d'une manière satisfaisante. On assure que l'entente a fait de nouveaux et notables progrès dans l'entrevue qui a eu lieu, le 21 au matin, entre M. Thiers et le comte d'Arnim.

Dans la séance des communes, du 21, M. Cochrane a annoncé que lundi, il appellerait l'attention de la Chambre sur l'augmentation des droits du canal maritime de Suez et sur l'intervention de la France entre la compagnie du canal et les armateurs.

Le comité du club Cobden a décidé que, par suite des événements importants qui se rattachent au libre-échange sur le continent et en Amérique, il serait nécessaire de tenir, l'année prochaine, une conférence internationale à Londres.

Des informations particulières de Genève assurent que la cour arbitrale s'ajournera de nouveau lundi prochain pour quatre semaines.

D'Espagne, le nouveau ministre fait télégraphier au Monde qu'il a reçu de nombreuses félicitations, ce qui nous importe peu, et que la confiance augmente, ce qui est un gros mensonge.

Inutile d'ajouter que l'insurrection carliste continue d'être écrasée sur toute la ligne. Voici deux mois que cela dure. Il est vrai que les troupes gouvernementales perdent chaque jour du terrain, mais c'est évidemment à cause des nécessités stratégiques. Vous verrez que de victoire en victoire, les généraux d'Amédée finiront par reculer jusqu'à Madrid.

Ils se sont encore fait battre en Catalogne, entre Gironne et Barcelone. Les dépêches officielles avouent cet échec, mais prétendent que les carlistes étaient les plus nombreux. Le combat a été sanglant. Le colonel et le commandant des troupes d'Amédée auraient été blessés. Un autre engagement, celui-ci favorable au gouvernement, mais dont on n'indique pas l'importance, aurait eu lieu près de Bilbao; les carlistes auraient été dispersés; ils auraient eu beaucoup de morts et on leur aurait fait 300 prisonniers. On remarquera que c'est à la dépêche de Madrid que nous empruntons cette forme dubitative.

MM. Emile Castelat et le marquis d'Orense, délégués par le comité radical de Madrid, viennent d'arriver à Paris pour s'entendre avec M. Gambetta sur l'attitude à prendre en face des événements actuels. Déjà, il y a 2 mois, deux autres délégués étaient venus trouver, pour le même motif, l'ex-dictateur, et c'était d'après ses conseils, que le parti

républicain avait gardé la neutralité. Mais aujourd'hui, que les événements se précipitent et la situation du roi Amédée devient de plus en plus critique, cette attitude passive pèse aux républicains espagnols. Doivent-ils intervenir immédiatement dans la lutte ou attendre? Telle est la question que MM. Le marquis d'Orense et Castelat voulaient examiner avec M. Gambetta; mais, on nous assure que ce dernier, craignant de se compromettre, a refusé de recevoir les délégués madrilènes. En revanche, il les a mis en rapport avec MM. Spuller et Alain-Targé, qui décideront, conformément aux instructions du maître. — A. R.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 22 juin 1872.

En d'autres temps, j'aurais à vous entretenir d'un excellent discours prononcé par Mgr Dupanloup pour sauvegarder l'intérêt de l'éducation publique contre les exigences du service militaire; mais, en ce moment, il n'y a place dans les esprits que pour la crise du jour, le résultat de la démarche de la droite auprès du Président.

M. Thiers se sent sérieusement atteint. Pour le mettre à l'aise, le ministère tout entier est allé déposer tous les portefeuilles entre ses mains. Sur la prière du chef du pouvoir, les ministres ont repris leurs portefeuilles, à l'exception de M. de Larcy, qui a réitéré sa démission, hier, à 9 heures du matin. On ajoutait que MM. de Goulard et Teisserenc de Bord étaient assez disposés à maintenir la leur, pour peu qu'on y vit utilité; mais cette nouvelle a grand besoin de confirmation.

Quant aux différents groupes de la chambre, ils se réunissent tous les soirs et sont vivement agités. La gauche se montre de plus en plus unie sous la main de M. Thiers. Hier soir, elle l'avait accueilli par des applaudissements lorsqu'il est venu passer quelques instants à l'assemblée, et M. Gambetta déployait la plus grande activité à plaider la cause du chef du pouvoir. Dans la soirée, la réunion des Réservoirs était au grand complet pour entendre le récit des négociations qui a été fait par M. Depierre, président, appuyé de M. de Laroche-foucault, l'un des acteurs de la scène. L'historique a été à peu près celui que je vous ai donné, plus un détail qui n'est pas sans importance. Il paraît que, lorsque les députés du centre droit, déclaraient à M. Thiers que les sentiments qu'ils exprimaient étaient ceux de toutes les fractions de la droite, le président les a interrompus pour leur faire observer que l'extrême droite ne partageait pas leurs vues.

M. de Laroche-foucault-Bisaccia, vice président des Chevaux-Légers, qui était présent est alors intervenu dans le débat: Je vous demande pardon, M. le Président, a-t-il objecté. Quand il s'agit de combattre le désordre, nous sommes tous du même avis. M. Thiers a paru trouver la réplique désagréable et son

attitude à la fin de la conférence, n'a pas été tout à fait conciliante.

Ce récit, fait aux réservoirs, a démontré l'impérieuse nécessité de l'union au milieu de la lutte engagée. De son côté, M. Thiers ne paraît pas disposé à faire des concessions. Les feuilles de la préfecture prétendent qu'il projette de venir en séance publique poser à l'Assemblée et au pays la question de confiance dans un discours solennel et décisif. Assuré du vote favorable de toutes les nuances de la gauche, il espère peut-être ébranler un certain nombre de membres de la droite par la crainte d'être responsable d'une crise. Quoique ce calcul semble plausible, il faut cependant reconnaître que, depuis 48 heures, l'animation grandit au sein de la majorité. Si elle donnait la victoire à M. Thiers, ce serait par des chiffres si modestes que cela rappellerait la victoire de Pyrrhus. Le sentiment qui paraît grandir au sein de la droite, c'est le désir de sortir de cette mansuétude trop patiente par laquelle elle a souffert tant de provocations de la part du chef du pouvoir.

En Espagne, l'avènement au pouvoir du parti qui a le moins de sympathies dans l'armée (car Zorilla compte à peine sur cinq ou six chefs supérieurs), a augmenté le mécontentement des troupes du Nord, et produit de nombreuses désertions. Les soldats viennent par groupes, se mettre sous les ordres de Carrosa. Velasco dispose d'environ 300 hommes de troupes régulières, tant miquelets que gardes civils, outre les milliers de volontaires. Victoria se remplit de blessés. Quoique les troupes engagées dans chaque rencontre soient peu nombreuses, la multiplicité des combats décourage les soldats; les chefs radicaux qu'on leur donne actuellement ne leur inspirent aucune confiance, et la discipline est fortement atteinte. Une lettre de Vergura annonce que, dernièrement, sept cents hommes, partis de la Biscaye, ont refusé de traverser le dangereux passage d'El-gueta, et sont revenus sur leurs pas disant qu'ils ne voulaient pas se faire tuer pour Amédée. Le fait qui domine la situation est celui-ci: Depuis Oroquiéta les amédéistes n'auraient pas remporté un seul avantage. Depuis quelques jours ils n'osent plus attaquer.

Nous lisons dans une correspondance de Rome: « En vertu d'un bref pontifical en date du 18 mai, M. Charles Vervoite, inspecteur-général de la musique religieuse et des maîtrises de France, vient d'être nommé commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand. »

DE SAINT-CHÉRON.

La Patrie croit savoir que M. Thiers a adressé un nouveau mémoire à M. de Bismarck, en réponse aux objections qui avaient été faites à ses propositions premières, objections dont M. le baron d'Arnim s'était fait l'interprète courtois, mais ferme.

Les négociations entreraient donc dans une nouvelle phase d'expectative jusqu'à ce que soit arrivée la réponse de l'archichancelier.

En attendant, on annonce le très prochain départ de M. le baron Alphonse de Rothschild pour Londres, où il se rendrait pour préparer l'émission de l'emprunt.

On télégraphie de Rome, 22 juin : Le Pape a reçu 2,000 Italiens représentant tous les diocèses de l'Italie. Le docteur Aquaturni, de Bologne, après avoir offert au St-Père une somme de 30,000 fr., à lui une adresse. Le Pape a répondu :

« Votre présence confond de nouveau les détracteurs de la papauté. Ils disaient : Le Souverain Pontife oublie que l'Italie a été bénie autrefois par lui. Mais le Pape voit qu'il est toujours aimé et il bénit encore aujourd'hui l'Italie, mais non pas les hommes qui répandent la corruption et l'immoralité dans la jeunesse, ni les usurpateurs des droits de l'Église, ni les ennemis de Dieu, ni les spoliateurs des temples et les profanateurs des saintes images. Je ne puis pas les bénir, mais je bénis les Italiens fidèles à leurs devoirs et les catholiques accourus par milliers à la rencontre des nouveaux évêques. »

Informations-Nouvelles

M. le préfet de l'Yonne, enhardi par le succès de son candidat, M. Bert, veut aussi trancher du dictateur. Il vient d'interdire la représentation de Rabagas sur le théâtre d'Auxerre. Ce fonctionnaire du 4 septembre, qui avait jusqu'à présent cherché à se faire oublier, sent que le moment est venu de donner courageusement des gages au parti victorieux. Avocat lui-même au temps jadis, il ne permet pas que l'on joue les avocats qui, à la faveur d'un coup de main, comme celui dont il a profité, se glissent doucement ou s'introduisent violemment dans la politique.

Seulement, par son interdiction, M. le préfet de l'Yonne a privé les soutiens ordinaires de sa politique d'une petite manifestation qui était préparée pour le théâtre. Aussi a-t-il permis qu'elle fut transportée dans la rue. De dix heures à minuit, une bande d'une centaine d'individus a parcouru la ville d'Auxerre, en hurlant une chanson de ci reconstance, dont le refrain était :

Oui, nous l'enlèverons,
Le Nouvelliste, le Nouvelliste.
Oui, nous l'enlèverons,
Le Nouvelliste à coups de bâton.

Il est bon de dire que le Nouvelliste est un journal conservateur, qui a le courage de ne pas encenser les Rabagas petits et grands, dont l'audace ne connaît plus de bornes depuis les dernières élections.

Inutile d'ajouter que la police a vu d'un œil indulgent ces aimables plaisanteries des démagogues d'Auxerre, qui, à la prochaine occasion, casseront quelques carreaux et mettront enfin leurs menaces à exécution contre les citoyens qui ne sont pas de leur avis. Voilà comment l'ordre matériel est assuré sous le gouvernement de la République.

Malgré les ou-dit, mis en circulation, la commission électorale de l'Assemblée n'a encore rien décidé au sujet du scrutin de liste. Si elle y adhère, il sera déposé un amendement signé de plus de 50 membres en faveur du vote par circonscription.

La reine Isabelle est de retour à Paris.